



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

SERVICE EAU, ENVIRONNEMENT, FORÊT

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

**portant prescriptions spécifiques à
déclaration au titre de l'article L.214-3 du
code de l'environnement concernant
la suppression d'une zone humide dans la ZA
de Lhérat dans le cadre de l'installation de la
société Acticuves
commune de RANDAN**

Dossier n° 63-2017-00267

Le Préfet du Puy-de-Dôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçu le 31 juillet 2017, présenté par la communauté de communes Plaine Limagne, enregistré sous le n° 63-2017-00267 et relatif à **la suppression d'une zone humide dans la ZA de Lhérat dans le cadre de l'installation de la société Acticuves sur la commune de RANDAN ;**

VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet et comprenant notamment :

- identification du demandeur,
- localisation du projet,
- présentation et principales caractéristiques du projet,
- rubriques de la nomenclature concernées,
- document d'incidence,
- moyens de surveillance et d'intervention,
- éléments graphiques,

CONSIDERANT que l'avis du déclarant concernant les prescriptions spécifiques a été sollicité par courrier du 3 août 2017 ;

CONSIDERANT que le déclarant n'a formulé aucune observation dans le délai de 15 jours imparti ;

CONSIDERANT que les travaux projetés sont de nature à supprimer des zones humides ;

CONSIDERANT que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir la protection du milieu et de la vie aquatique ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme,

ARRÊTE

TITRE I : OBJET DE LA DÉCLARATION

Article 1er - Objet de la déclaration

Il est donné acte à la **communauté de communes Plaine Limagne** de sa déclaration en application de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant **la suppression d'une zone humide dans la ZA de Lhérat dans le cadre de l'installation de la société Acticuves sur la commune de RANDAN.**

Les travaux réalisés entrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement.

La rubrique du tableau de l'article R214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales correspondant
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1o Supérieure ou égale à 1 ha (A) ; 2o Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D).	Déclaration	Néant

Les prescriptions spécifiques applicables aux travaux sus-visés sont précisées au titre II.

TITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

Article 2 - Prescriptions spécifiques

2.1. Modalités de réalisation des travaux

Les travaux envisagés, tels que décrits dans le dossier du pétitionnaire, sont autorisés pour les trois années à venir.

Les travaux d'abattage des arbres sont réalisés hors de la période de nidification de l'avifaune.

Il s'agit de supprimer une zone humide dans la ZA de Lhérat dans le cadre de l'installation de la société Acticuves sur la commune de RANDAN.

Les travaux doivent respecter les prescriptions énoncées ci-après.

2.2. Mesures à mettre en œuvre pour la réalisation des travaux :

PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

- toutes les mesures nécessaires sont prises afin d'éviter le départ de matières en suspension (M.E.S.) dans les milieux aquatiques environnants,
- le stockage des carburants et autres produits présentant des risques pour le milieu aquatique (ciments, enduits, peintures...), le ravitaillement et l'entretien des véhicules, se font hors zone de chantier, sur une aire étanche aménagée,
- les engins intervenant sur le chantier sont préalablement révisés afin d'éviter tout risque de pollution par des fuites du système hydraulique, des fuites d'huile ou d'hydrocarbures,
- le pétitionnaire impose aux entreprises intervenant sur le chantier, un cahier des charges comprenant toutes les prescriptions relatives à la réalisation des travaux.

GESTION DES ESPÈCES ENVAHISSANTES

- toutes les précautions nécessaires sont prises pour éviter la prolifération d'espèces invasives par introduction de matériaux contaminés et dispersion lors des opérations de chantier,
- le pétitionnaire respecte l'arrêté préfectoral n° 12-01525 du 11 juillet 2012 qui prescrit la destruction obligatoire de l'ambrosie.

CIMENT

- dans le cas de mise en œuvre de ciment et de fleur de ciment, toutes mesures sont prises pour éviter tout écoulement lors de la phase de travaux. Pour cela, une attention particulière est de rigueur lors du coulage du béton ainsi que lors des activités de nettoyage du matériel ayant servi à sa fabrication. En aucun cas, les eaux issues du lavage de ces matériels ne doivent retourner dans le milieu aquatique.

MESURE EN FAVEUR DE LA BIODIVERSITE

- lors de l'aménagement de la parcelle concernée par l'implantation de la société Acticuves, quelques grands arbres sont conservés.

SUPPRESSION DE LA ZONE HUMIDE ET MESURE COMPENSATOIRE

- la surface de zone humide détruite par l'installation de la société Acticuves est de 0,32 ha,
- la surface de zone humide détruite par l'aménagement de l'ensemble de la ZA de Lhérat est de 2,15 ha ; un dossier d'autorisation environnementale est déposé en ce sens par le pétitionnaire ultérieurement,
- la compensation de la zone humide supprimée par l'installation d'Acticuves s'inscrit dans la compensation globale de l'aménagement de l'ensemble de la ZA de Lhérat,
- cette compensation se fait sur une surface de 8 ha au sein de la parcelle cadastrée n° D 920 sur la commune de Mons. La commune de Mons, qui fait partie de la communauté de communes Plaine Limagne, a pris une délibération le 2 novembre 2016 pour mettre cette zone à disposition de la communauté de communes afin de mettre en œuvre la compensation,
- la délimitation du périmètre de la compensation figure sur la carte de la page 67 du dossier de déclaration objet du présent arrêté,

- le plan de gestion de la mesure compensatoire pour les 5 premières années de gestion figure éventuellement dans le dossier d'autorisation environnementale relatif à l'aménagement de la totalité de la ZA de Lhérat ; il peut également être produit indépendamment du dossier d'autorisation environnementale,
- ce plan de gestion est soumis à validation du service police de l'eau,
- ce plan de gestion applique la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides élaborée en 2016 par l'ONEMA et le MNHN,
- ce plan de gestion entre en application au plus tard dans un délai de 3 ans à compter de la signature du présent arrêté,
- la mesure compensatoire est au moins équivalente sur le plan fonctionnel et sur le plan de la qualité de la biodiversité aux zones humides détruites.

2.3. Mesures à mettre en œuvre à l'issue des travaux:

- tous les dispositifs de chantier sont retirés de la zone : barrages, batardeaux, dispositifs de décantation, aménagements d'accès ...,
- la zone est débarrassée des résidus de chantiers : sacs, gravats et autres détritrus.

Article 3 - Information des services

Le pétitionnaire est tenu de prévenir les services suivants, 15 jours avant le démarrage des travaux :

- l'AFB (Agence Française pour la Biodiversité): 04.73.14.52.61 (fax) sd63@afbiodiversite.fr (mail)
- le service chargé de la Police de l'eau : 04.73.42.16.70 (fax) ou ddt-seeef-spe@puy-de-dome.gouv.fr.(mail)

TITRE III : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 4 - Modifications des prescriptions

Si le déclarant veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Article 5 - Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté. Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant sa réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Article 6 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 - Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 8 - Publication et information des tiers

Copies de la déclaration et du présent arrêté sont adressées à la mairie de la commune de RANDAN où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, et pour information à la Commission Locale de l'Eau du SAGE Allier aval.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans le Puy-de-Dôme durant une période d'au moins six mois.

Article 9 - Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois par le déclarant et dans un délai de quatre mois par les tiers dans les conditions de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de son affichage dans la mairie de la commune de RANDAN.

Dans le même délai de deux mois, le déclarant peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 10 - Exécution

Le maire de la commune de RANDAN,

Le directeur départemental des territoires du Puy-de-Dôme,

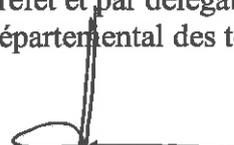
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie est adressée :

au service départemental de l'Agence Française pour la Biodiversité,

à la fédération départementale pour la pêche et les milieux aquatiques.

Fait à Clermont-Ferrand, le 11 SEP. 2017

Pour le Préfet et par délégation,
Le directeur départemental des territoires



Armand SANSEAU

